



# **MARCHE PUBLIC**

## **RÉGLEMENT DE CONSULTATION**

**Marché 2022 / 2023**

### ***Distribution Communication***

*Soumis aux dispositions de l'article L.2123-1.1° et R.2123-1.1° du Code de la  
Commande Publique*

**Date limite de réception des offres : le 16/01/2022**

La proposition commerciale sera à adresser à Salomé PLET par mél sur  
[s.plet@bge-hautsdefrance.fr](mailto:s.plet@bge-hautsdefrance.fr) au plus tard le **16/01/2022**

Tout complément d'information pourra être demandé à Salomé PLET par mél sur  
l'adresse ci-dessus ou par téléphone au 03 28 36 55 43

## **ARTICLE 1 - Le pouvoir Adjudicateur**

BGE HAUTS DE FRANCE

ADRESSE : 4, rue des buisses

59000 Lille

03.28.52.56.50

Personne à contacter : Salomé PLET

s.plet@bge-hautsdefrance.fr

## **ARTICLE 2 – Objet**

### **Description du Marché :**

Le prestataire a pour mission la distribution de l'ensemble des tracts réalisés dans le cadre des opérations BGE.

La distribution devra se faire sur les zones préalablement définies dans les Hauts de France en toutes boîtes aux lettres hors commerce.

Le nombre de tracts, les villes et quartiers de distribution ainsi que les délais d'exécution seront définis au moment de la prise de commande.

Les tracts seront mis à disposition du prestataire avant chaque action en livraison par l'imprimeur.

Le type de prestations attendues et leurs caractéristiques techniques sont indiqués dans le Cahier des Clauses Particulières (CCP) de l'accord-cadre.

L'appel d'offres porte sur la distribution de supports de communication, selon la classification CPV 78000000-7

## **ARTICLE 3 – Nature de la consultation**

Il s'agit d'un marché passé en procédure simplifiée régie par les articles, R2123-1 à R2123-8 du code de la commande publique.

#### **ARTICLE 4 – Pièces contractuelles**

Le présent marché est constitué des pièces contractuelles énumérées ci-après :

- Le présent Règlement de Consultation (RC),
- le Bordereau de Prix Unitaires (BPU),
- le Cahier des Clauses Particulières (CCP),
- l'Acte d'Engagement de l'accord-cadre (AE)
- Un descriptif de l'entreprise et de ses capacités techniques

#### **ARTICLE 5 – Forme de l'accord cadre**

L'accord-cadre est conclu avec un seul titulaire.

#### **ARTICLE 6 – Durée de l'accord cadre**

L'accord-cadre est conclu pour une durée de deux (2) ans à compter de la date de désignation des titulaires qui aura lieu au plus tard le 31/01/2022. Cet accord est reconductible un an.

La mission des titulaires démarre à la notification du Marché.

#### **ARTICLE 7 – Modification du dossier de consultation**

Les candidats ne sont pas autorisés à apporter des modifications au dossier de consultation.

BGE Hauts de France se réserve le droit d'apporter, au plus tard, huit jours avant la date fixée pour la remise des offres, des modifications au dossier de consultation.

Les candidats doivent alors répondre sur la base du dossier modifié.

#### **ARTICLE 8 – Dossier remis au candidat**

##### **8.1. Publicité**

La mise en concurrence relative au présent marché est publié sur le site internet suivant : <https://www.bge-hautsdefrance.fr/>

## 8.2. Retrait du dossier

Le retrait du dossier de consultation s'effectue gratuitement par voie dématérialisée via le site suivant : <https://www.bge-hautsdefrance.fr/>

## **ARTICLE 9 – Conditions de présentation des offres**

### **9.1 Transmission électronique**

Le candidat transmet son offre selon les modalités décrites ci-dessous.  
L'offre sera transmise uniquement par courrier électronique à l'adresse suivante :

[s.plet@bge-hautsdefrance.fr](mailto:s.plet@bge-hautsdefrance.fr) (avec accusé réception) Cette offre contiendra les justifications à produire par le candidat conformément au présent règlement. L'objet du mél comportera les mentions suivantes :

« Dossier consultation – Impression Communication »

Sté :XXXX"

En tout état de cause, l'offre doit impérativement parvenir à BGE Hauts de France :

<b>Au plus tard le 16/01/2022</b>
-----------------------------------

**TOUT DOSSIER INCOMPLET OU NON PRÉSENTÉ CONFORMEMENT AUX DISPOSITIONS CI-DESSUS POURRA ÊTRE REJETÉ.**

Les formats de documents acceptés sont les suivants : compatibles traitements de textes courants (.doc ; .rtf ; .docx notamment), tableurs (.xls notamment), diaporamas (.ppt notamment) ou dans un autre format préservant la présentation de telle sorte qu'ils puissent être lus par des logiciels libres de droits ou les logiciels très grand public type Microsoft Office.

Les documents à transmettre sont compressés au sein d'un fichier au format compatible ZIP, à l'exclusion de tout autre format de compression.

### **9.2. Date limite de réception des offres**

La date limite de réception des offres est fixée au 16/01/2022

### **9.3. Délai de validité des offres**

Le délai de validité des offres est fixé à 3 (trois) mois à compter de la date limite de remise des offres précédemment dans le règlement de consultation.

#### **9.4. Pièces à produire**

Le candidat doit produire impérativement tous les renseignements et documents mentionnés précédemment (art 4). Le dossier est entièrement rédigé en langue française. Les prix sont exprimés en euros.

Conformément à l'article R.2144-7 du Code de la Commande Publique, si un candidat ou un soumissionnaire se trouve dans un cas d'exclusion, ne satisfait pas aux conditions de participation fixées par l'acheteur, produit, à l'appui de sa candidature, de faux renseignements ou documents, ou ne peut produire dans le délai imparti les documents justificatifs, les moyens de preuve, les compléments ou explications requis par l'acheteur, sa candidature est déclarée irrecevable et le candidat est éliminé.

### **ARTICLE 10 – Modalités et critères de sélection des candidatures et des offres**

#### **10.1. Jugement des candidatures**

Le candidat doit être en capacité de soumissionner. Il déclare sur l'honneur ne pas entrer dans l'un des cas d'exclusion prévus aux articles L. 2141-1 à L. 2141-5 et aux articles L. 2141-7 à L. 2141-10 du Code de la Commande Publique.

L'exécution de l'accord-cadre ne peut être confiée qu'à des candidats ayant les capacités techniques, professionnelles, économiques et financières nécessaires. BGE Hauts de France apprécie souverainement ces capacités.

Les capacités des candidats sont appréciées à partir des informations fournies dans le dossier de candidature, sur la base d'un faisceau d'indices comprenant :

- les capacités professionnelles, notamment au regard des références avérées en rapport avec les exigences spécifiques de l'accord-cadre,
- les capacités et moyens techniques appréciés notamment à travers la description des effectifs du candidat et la description de l'équipement technique, au regard des exigences techniques de l'accord-cadre,
- les capacités économiques et financières appréciées notamment à travers les éléments des bilans des 3 dernières années, au regard du montant de l'accord-cadre.

#### **10.2 Jugement des offres techniques et financières**

BGE Hauts de France choisit librement l'offre qu'il juge comme étant économiquement la plus avantageuse, en se fondant sur les critères de sélection pondérés et définis ci-après :

### Critères de jugement des offres :

- Critère du prix (HT)= **60 %**
- Critères techniques = **40 %** qui se répartissent selon 40 points pour le critère de qualité de la prestation présentée, 20 points pour l'intégration du développement durable dans les pratiques et 40 points pour le critère de performances en matière d'insertion professionnelle des publics en difficulté.

Formule concernant le critère de prix = (moins disant / offre du candidat) x 60

Formule concernant les critères techniques = La somme des notes x 0.40

L'offre ayant la meilleure note sur un total global (Total critère de Prix + Total critères techniques) sur 100 % sera considérée comme l'offre économiquement la plus avantageuse.

### **ARTICLE 11 – Documents à remettre par le titulaire**

La vérification de l'absence des motifs d'exclusion de la procédure de passation s'effectue au plus tard au stade de l'attribution de l'accord-cadre.

A ce titre, le candidat auquel il est envisagé d'attribuer l'accord-cadre doit fournir l'ensemble des documents listés ci-dessous dans **un délai 11 jours (hors samedis, dimanches et jours fériés)** à compter de la date de demande de BGE Hauts de France :

1- les certificats délivrés par les administrations et organismes compétents, attestant que le candidat a souscrit les déclarations lui incombant en matière fiscale et sociale et qu'il a acquitté les impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales exigibles dont la liste est fixée par voie réglementaire. L'arrêté du 25 mai 2016 fixe la liste des impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales devant donner lieu à délivrance d'un certificat ainsi que la liste des administrations et organismes compétents.

Il est rappelé que les obligations prévues aux articles L. 5212-1 et suivants du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés sont des obligations fiscales et sociales.

2- un extrait du registre pertinent, tel qu'un K bis, datant de moins de 3 mois.

3- une attestation d'assurance en responsabilité civile professionnelle en cours de validité.

Le défaut de présentation de ces documents par le candidat retenu, dans le délai imparti, entraîne le rejet de son offre. Le candidat dont l'offre a été classée immédiatement après la sienne est alors sollicité pour produire à son tour les pièces

nécessaires. Le cas échéant, cette procédure est renouvelée jusqu'à épuisement des offres classées.

## **ARTICLE 12 – Renseignements complémentaires**

Les candidats utiliseront l'adresse e-mail : **s.plet@bge-hautsdefrance.fr** pour demander des renseignements complémentaires.

Ces renseignements complémentaires peuvent être demandés **jusqu'au 7/01/2022**. Passé cette date BGE Hauts de France ne prendra plus en compte aucune demande.

Les réponses aux renseignements complémentaires demandés en temps utile seront transmises dans les meilleurs délais.

## **ARTICLE 13 – Informations diverses**

BGE Hauts de France se réserve le droit de ne pas donner suite à la mise en concurrence marché.

BGE Hauts de France choisit librement l'offre qu'il juge économiquement la plus avantageuse au regard des critères décrits à l'article 11.2 du présent règlement.

L'accord-cadre n'est attribué au candidat retenu que s'il fournit, dans le délai imparti par BGE Hauts de France les documents mentionnés à l'article 12.

L'appel d'offres peut être déclaré infructueux s'il n'est pas répondu de façon satisfaisante aux critères visés à l'article 11.2 du présent document.

La réponse à ce marché public vaut acceptation sans réserve du présent règlement de consultation et des documents auxquels il renvoie ainsi que des éléments constitutifs du dossier de consultation.